



**MISE À JOUR DES
PRINCIPES DIRECTEURS**
2012-2013

TABLE DES MATIÈRES

1. TOUS LES VOLETS ET PROGRAMMES 1

2. VOLET EXPÉRIMENTAL..... 1

3. VOLET CONVERGENT 2

 Changements applicables à tous les programmes de production 2

 Changements concernant le Programme des enveloppes de rendement..... 4

 Changements applicables aux programmes de production qui sont soumis à un processus sélectif..... 5

 Changements concernant le Programme autochtone 5

 Changements concernant le Programme de diversité linguistique 6

 Changements concernant la Mesure incitative pour la production de langue anglaise 6

 Changements applicables à la Mesure incitative pour les médias numériques convergents 6

 Changements applicables au Programme de développement 7

 Changements applicables au Programme de doublage/sous-titrage 8

Remarque : Toutes les références à des sections s'appliquent aux principes directeurs 2012-2013 du programme visé, à moins d'indication contraire. Vous trouverez les changements apportés à la gestion et à l'administration des enveloppes de rendement dans la section A.1 du Guide des enveloppes de rendement.

1. TOUS LES VOLETS ET PROGRAMMES

- *Réorganisation des renseignements généraux et transfert des renseignements sur les dates limites de dépôt et la présentation des demandes dans le site Internet du FMC.*
 - Antérieurement, les principes directeurs du FMC s'ouvraient sur une section intitulée « Interprétation, application, avis de non-responsabilité et autres renseignements importants », et la section 4 renseignait sur la conformité et les déclarations. Ces renseignements ont été transférés et synthétisés dans la section 1. De surcroît, les renseignements généraux sur chacun des programmes de financement du FMC présentés jusque-là dans la section 1 ont été transférés à la section 2.1. Enfin, les renseignements sur les dates limites de dépôt et la présentation des demandes étaient jusque-là fournis dans la section 5 des principes directeurs. C'est maintenant dans le site Internet du FMC que se trouvent ces dates limites de dépôt.
 - Consultez les sections 1 et 2.1 des principes directeurs pertinents, ainsi que le site Internet du FMC
- *Obligation pour tous les producteurs de soumettre des rapports de ventes pour leurs projets*
 - Antérieurement, les producteurs étaient tenus de déclarer leurs ventes et leurs revenus au FMC seulement si ce dernier participait au capital du projet ou avait accordé un financement récupérable. Désormais, le FMC demandera à tous les producteurs qu'il finance de déclarer leurs ventes.

2. VOLET EXPÉRIMENTAL

- *Différenciation de la récupération du financement à la production et de la participation aux profits selon la nature du projet*
 - Antérieurement, tous les financements à la production du volet expérimental étaient récupérés de la même façon, sans égard à la nature du projet financé. Maintenant, le CMF reconnaît deux types de projet : les *produits finis* et les *produits d'exploitation continue*. Le FMC récupérera désormais ses investissements différemment selon qu'il s'agit d'un produit fini ou d'un produit d'exploitation continue.
 - Consultez la Politique de récupération : Volet expérimental, section 2.2
- *Changement de nature de la participation financière de l'aide à la mise en marché et à la promotion, qui devient une avance récupérable*
 - Antérieurement, l'aide financière du FMC visant les activités de mise en marché et de promotion du volet expérimental prenait la forme d'un prêt sans intérêt remboursable dans les six mois suivant le début de la commercialisation du projet. Maintenant, le FMC propose l'aide à la mise en marché et à la promotion sous forme d'une avance récupérable, qu'il faut rembourser à même les revenus générés par l'exploitation du projet.
 - Consultez les Principes directeurs du volet expérimental, section 2.2, et à la Politique de récupération : Volet expérimental, section 4
- *Diminution du pourcentage déductible des commissions, honoraires et dépenses d'exploitation*
 - Antérieurement, 100 % des coûts associés aux commissions, honoraires et dépenses d'exploitation (incluant les coûts d'amélioration, s'il y a lieu), étaient déductibles des revenus

avant récupération par le FMC. Maintenant, le requérant peut déduire les commissions, honoraires et dépenses d'exploitation jusqu'à un maximum de 75 % des revenus bruts d'exploitation avant que le FMC ne récupère sa part des revenus.

- Consultez la Politique de récupération : Volet expérimental, section 2.3
- *Précisions sur la contribution maximale à l'ensemble des types d'activités d'un projet*
 - Le FMC a précisé qu'un projet admissible peut recevoir une aide pour le développement, la production ou la mise en marché et la promotion, ou encore pour plus d'une phase, mais en aucun cas le Fonds contribuera pour plus de un million de dollars à un seul projet au titre du volet expérimental.
 - Consultez les principes directeurs du volet expérimental, section 2.3.1
- *Dates limites de dépôt différentes pour les demandes d'aide au développement, à la production ou à la mise en marché et à la promotion*
 - Antérieurement, les dates limites de dépôt étaient les mêmes pour les trois types de demandes d'aide financière. Maintenant, ces dates varient selon le type d'activités.
 - Consultez le site Internet du FMC

3. VOLET CONVERGENT

Changements applicables à tous les programmes de production (c'est-à-dire le Programme des enveloppes de rendement, le Programme autochtone, le Programme de production de langue française en milieu minoritaire, le Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise et le Programme de diversité linguistique)

- *Augmentation de la contribution maximale aux composantes médias numériques, qui passe à 75 %*
 - Antérieurement, la contribution maximale du FMC aux composantes médias numériques s'établissait à 50 % des dépenses admissibles (ou un montant exprimé en dollars – par exemple 500 000 \$ pour le Programme des enveloppes de rendement). Ce pourcentage a désormais été porté à 75 % des dépenses admissibles, mais le plafond exprimé en dollars \$ reste inchangé.
 - Consultez la section 2.3.1 du programme pertinent
- *Précisions sur le moment du dépôt des demandes de financement des composantes télévision et médias numériques*
 - De manière générale, le FMC désire s'assurer que les composantes télévision et médias numériques seront produites simultanément dans le cadre d'une seule stratégie unifiée visant les projets convergents. Cependant, le Fonds souhaite également offrir aux requérants qui, au départ, n'avaient pas déposé de demande pour le financement d'une composante médias numériques à contenu riche et élaboré, la possibilité de le faire plus tard s'ils le désirent. Antérieurement, le FMC stipulait que les composantes télévision et médias numériques devaient faire l'objet de la même demande de financement, présentée simultanément. Maintenant, le FMC précise que cette exigence ne s'applique plus dans les cas où une des composantes a été financée par le FMC au cours d'un exercice précédent.
 - Consultez la section 3.2
- *Précisions sur les règles relatives aux achats de formats*
 - Les achats de formats étrangers avec adaptation ou contribution créative canadienne significative sont admissibles à une aide du FMC. Antérieurement toutefois, il était possible que certaines règles du FMC sur la propriété et le contrôle puissent être interprétées de façon à rendre les achats de formats non admissibles. Le FMC précise maintenant, bien que les requérants doivent posséder tous les droits (y compris les droits d'auteur) et les options

- nécessaires à la production et à la distribution au Canada et à l'étranger, que le Fonds pourra consentir des exceptions pertinentes au cas par cas.
- En ce qui concerne l'exigence fondamentale #2, le FMC peut maintenant admettre, à sa seule discrétion, qu'un achat de format réponde à cette exigence, même s'il n'a pas reçu les deux points du BCPAC pour la présence d'auteur(s) canadien(s), si des auteurs canadiens participent de manière significative à l'écriture de sorte qu'ils obtiennent des crédits d'écriture, et que des Canadiens contrôlent effectivement l'adaptation du format.
 - Pour ce qui est de l'exigence fondamentale #3, dans le cas d'un achat de format, le propriétaire initial du format peut maintenant conserver des droits d'approbation des éléments créatifs, et il est possible qu'un consultant non canadien soit embauché afin de s'assurer que les éléments du format sont respectés.
 - Consultez les sections 3.2.TV.3(f) et 3.2.DM.3(d), ainsi que l'annexe A
- *Obligation de présenter les demandes de financement des composantes télévision avant la diffusion*
 - Le FMC exige maintenant que les composantes télévision ne soient pas diffusées avant le dépôt de la demande de financement au FMC.
 - Consultez la section 3.2.TV.4(e)
 - *Flexibilité pour les documentaires dont le narrateur n'est pas canadien*
 - Antérieurement, l'exigence fondamentale #2 relative aux documentaires imposait un narrateur canadien. Maintenant, à la seule discrétion du FMC, celui-ci pourrait accorder un point, selon l'échelle du BCPAC, pour un narrateur non canadien dont la reconnaissance par les auditoires canadiens est significative et qu'on associe au sujet du documentaire.
 - Consultez l'annexe A
 - *Établissement de la possibilité d'introduire un cadre générique ou imaginaire dans une dramatique*
 - Antérieurement, conformément à l'exigence fondamentale #1 relative aux émissions dramatiques, la production devait s'adresser à un public canadien et être avant tout destinée à un auditoire canadien. Maintenant, comme c'est le cas pour les émissions pour enfants et jeunes, on donne la possibilité de faire évoluer la dramatique dans un cadre générique ou imaginaire. Ces projets sont admissibles à condition que le projet soit identifié comme étant canadien lorsque cela s'avère pertinent et qu'il ne puisse pas l'être comme étranger. Les projets qui mettent en scène des personnages bien connus mais non canadiens, sans intégrer au récit des personnages canadiens, ne satisfont pas à cette exception.
 - Consultez l'annexe A
 - *Flexibilité relative au lieu de tournage des émissions de variétés et arts de la scène*
 - Antérieurement, l'exigence fondamentale #4 stipulait que les émissions de variétés et arts de la scène devaient être tournées au Canada. Désormais, le FMC permet un tournage à l'étranger si le projet suit des artistes canadiens qui se produisent à l'étranger.
 - Consultez l'annexe A
 - *Suppression de la règle sur le plafond des honoraires supérieurs aux normes de l'industrie qui sont versés à des détenteurs d'un poste de producteur*
 - Antérieurement, les honoraires supérieurs aux normes de l'industrie qui étaient versés à des détenteurs d'un droit de propriété et qui correspondaient à d'autres postes de production (scénariste, auteur-producteur, réalisateur, acteur, etc.) devaient être inclus dans le plafond des honoraires du producteur et des frais d'administration. Désormais, cette règle est supprimée.
 - Consultez l'annexe B, Politique relative aux honoraires du producteur et aux frais d'administration
 - *Mise en place d'un nouveau plafond d'honoraires du producteur et de frais d'administration pour les composantes médias numériques à petit budget*
 - Antérieurement, pour toutes les composantes médias numériques, indépendamment de la taille du budget, les honoraires des producteurs et les frais d'administration ne devaient pas dépasser 10 % chacun des sections B + C du devis de production. Maintenant, pour ce qui

est des productions dont le budget est inférieur à 100 000 \$, ce plafond est établi à 15 % chacun des sections B+C pour les honoraires du producteur et les frais d'administration. Pour toutes les autres composantes médias numériques, les plafonds demeurent à 10 % chacun des sections B+C du devis.

- Consultez l'annexe B, Politique relative aux honoraires du producteur et aux frais d'administration
- *Modification des règles sur la protection d'achèvement et les imprévus*
 - Antérieurement, pour les productions dans lesquelles le FMC investissait moins de 250 000 \$, et là où un prêteur intérimaire avait prévu des exigences de protection d'achèvement contraignantes, le Fonds stipulait qu'il acceptait généralement les exigences du prêteur ou du garant en ce qui concerne les imprévus. Maintenant, le Fonds applique également cette approche à toutes les productions, indifféremment du montant de sa participation.
 - Antérieurement, dans le cas des productions dans lesquelles le FMC investissait 250 000 \$ ou plus, il exigeait un pourcentage minimal d'imprévus équivalant à au moins 6 % des sections B + C du devis. Cette règle est maintenant supprimée puisque le FMC accepte désormais les exigences du prêteur ou du garant pour les imprévus.
 - Consultez l'annexe B, Politique de protection d'achèvement
- *Limite du délai de récupération et de participation aux profits du FMC fixée à sept ans, sauf dans les cas de syndication*
 - Antérieurement, lorsque le FMC participait au capital d'un projet, il pouvait récupérer son investissement et participer aux profits dégagés des revenus d'exploitation du projet, le cas échéant, à perpétuité. Désormais, le FMC cessera de récupérer ses investissements et de participer aux profits après sept ans à partir de la remise du premier rapport d'exploitation au FMC. Toutefois, là où des revenus sont générés en vertu d'une entente de syndication, le FMC pourra, à sa seule discrétion, choisir de continuer de récupérer ou de participer aux profits après sept ans.
 - Consultez l'annexe B, Politique de récupération normalisée

Changements concernant le Programme des enveloppes de rendement

- *Modification de la définition de « production régionale » afin de tenir compte de la langue officielle du projet en milieu minoritaire*
 - Antérieurement, la définition que le FMC donnait à « production régionale » ne tenait pas compte de la situation de la langue officielle du projet, de sorte qu'une production de Toronto ou de Montréal n'était pas considérée comme régionale, que la langue de la production ait été l'anglais ou le français. Maintenant, la définition prend en considération la langue officielle en milieu minoritaire de la production de sorte que les projets de langue française de Toronto et les projets de langue anglaise de Montréal constituent désormais des « productions régionales ».
 - Consultez la section 2.1.1
- *Harmonisation des contributions maximales aux composantes télévision en langue anglaise à 49 % des dépenses admissibles*
 - Antérieurement, le montant de la contribution maximale applicable à la composante télévision des projets en langue anglaise était obtenu par des méthodes de calcul qui variaient selon la catégorie, le genre et le budget. Ce calcul est maintenant simplifié puisque la contribution maximale du FMC est plafonnée à 49 % des dépenses admissibles de la composante télévision et s'applique aux projets de tous les types. Les plafonds exprimés en dollars ont été supprimés. En conséquence, la présentation de ces renseignements dans les principes directeurs a été réorganisée de sorte que les renseignements sur les contributions maximales se trouvent désormais aux sections 2.2 et 2.3.1 plutôt que dans le tableau

auparavant présenté à la section 2.4. La section 2.4 a été éliminée des Principes directeurs du Programme des enveloppes de rendement.

- Consultez les sections 2.2 et 2.3.1
- *Déplacement des renseignements sur les exigences seuil en matière de droits de diffusion*
 - Comme mentionné plus haut, antérieurement, le FMC fournissait les renseignements sur les contributions maximales dans un tableau de la section 2.4, avec les montants des exigences seuil en matière de droits de diffusion applicables. En raison de l'harmonisation de toutes les contributions maximales à 49 %, le tableau qui se situait à la section 2.4 ne renferme maintenant plus que les renseignements portant sur les exigences seuils en matière de droits de diffusion et, à ce titre, il a été transféré à la section consacrée à ces exigences seuils, la section 3.2.TV.5.1.
 - Consultez la section 3.2.TV.5.1
- *Diminution de l'exigence seuil en matière de droits de diffusion concernant les émissions pour enfants et jeunes de langue française, qui a été réduite à 10 %*
 - Antérieurement, l'exigence seuil en matière de droits de diffusion applicable aux émissions d'animation pour enfants et jeunes de langue française s'établissait à 15 % des dépenses admissibles de la composante télévision. Cette exigence a désormais été réduite à 10 %.
 - Consultez la section 3.2.TV.5.1
- *Augmentation de l'engagement minimal des fonds des Enveloppes de rendement dans les projets qui comprennent une composante médias numériques à 60 %*
 - Antérieurement, le FMC exigeait que les télédiffuseurs engagent un minimum de 50 % des fonds de leur enveloppe de rendement dans des projets admissibles comprenant une composante médias numériques à contenu riche et élaboré. Le FMC a désormais porté ce plancher à 60 %. De plus, auparavant, les composantes médias numériques préexistantes (c'est-à-dire des composantes médias numériques qui n'étaient ni nouvelles, ni n'avaient fait l'objet de « modifications suffisantes ») comptaient dans le calcul de l'engagement minimal du télédiffuseur, mais à un crédit réduit de 50 %. Désormais, les télédiffuseurs ne recevront plus de crédit applicable à leur obligation d'engagement en matière de contenu numérique minimal riche et élaboré pour ce qui est du contenu préexistant qui n'a pas reçu de modifications suffisantes.
 - Consultez la section 3.2.MN des Principes directeurs du Programme des enveloppes de rendement et la section G.6 du Guide des enveloppes de rendement

Changements applicables aux programmes de production qui sont soumis à un processus sélectif (c'est-à-dire le Programme autochtone, le Programme de production de langue française en milieu minoritaire, le Programme de documentaires d'auteur de langue anglaise et le Programme de diversité linguistique)

- *Harmonisation des grilles d'évaluation et précisions sur le traitement des composantes médias numériques*
 - La section 2.4 des Principes directeurs des programmes à processus sélectif consiste en une grille d'évaluation qui énonce les critères d'évaluation des demandes déposées au FMC. Les grilles d'évaluation indiquent les critères d'évaluation des projets et leur pondération, qui correspond à un système de points. Antérieurement, les critères et la pondération dans la grille d'évaluation variaient selon les programmes. Le FMC a désormais harmonisé les grilles de tous les programmes à processus sélectif, à l'aide de critères normalisés et d'une pondération uniforme. De surcroît, la FMC spécifie maintenant le nombre de points accordés pour la composante télévision et le nombre de points accordés pour la composante médias numériques.
 - Consultez la section 2.4

Changements concernant le Programme autochtone

- *Ajout de l'inadmissibilité des émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études*

- Antérieurement, les émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études n'étaient admissibles à aucun programme de financement de productions télévisuelles, sauf dans le cadre du Programme autochtone et du Programme de diversité linguistique. Maintenant, le FMC a harmonisé sa démarche par rapport à ce type d'émission pour tous ses programmes de financement de façon à rendre les émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études inadmissibles à tous les programmes.
 - Consultez la section 3.2.TV.2
- *Adoption d'une exigence seuil en matière de droits de diffusion*
 - L'exigence seuil en matière de droits de diffusion est le montant minimal qu'un ou des télédiffuseurs doivent consacrer à un projet pour que ce projet soit admissible à une aide du FMC. Antérieurement, aucune exigence seuil en matière de droits de diffusion ne s'appliquait au Programme autochtone. Maintenant, le FMC a introduit dans le Programme autochtone une exigence seuil en matière de droits de diffusion de 10 % des dépenses admissibles de la composante télévision.
 - Consultez la section 3.2.TV.5.1

Changements concernant le Programme de diversité linguistique

- *Ajout de l'inadmissibilité des émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études*
 - Antérieurement, les émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études n'étaient admissibles à aucun programme de financement de productions télévisuelles, sauf dans le cadre du Programme autochtone et du Programme de diversité linguistique. Maintenant, le FMC a harmonisé sa démarche par rapport à ce type d'émission pour tous ses programmes de financement de façon à rendre les émissions éducatives structurées ou axées sur un programme d'études inadmissibles à tous les programmes.
 - Consultez la section 3.2.TV.2

Changements concernant la Mesure incitative pour la production de langue anglaise

- *Éclaircissement du calcul de la Mesure incitative dans le cas d'une coproduction interprovinciale*
 - Les coproductions interprovinciales sont admissibles à un financement au titre de la Mesure incitative pour la production de langue anglaise à certaines conditions. Le FMC précise maintenant, là où une coproduction interprovinciale a lieu dans au moins deux provinces ou territoires qui sont tous admissibles dans le cadre de la Mesure, que le montant de la mesure incitative sera calculé d'après la portion des dépenses admissibles de la composante télévision qui est associée à la(aux) province(s) ou au(x) territoire(s) dans lequel(lesquels) le FMC avait mis en œuvre la Mesure incitative pour la production de langue anglaise.
 - Consultez les Principes directeurs de la Mesure incitative pour la production de langue anglaise
- *Suppression de la règle interdisant un 3^e ou subséquent cycle d'une série*
 - Antérieurement, là où une composante télévision constituait le 3^e ou subséquent cycle d'une série, le projet n'était pas admissible à la Mesure incitative pour la production de langue anglaise. Cette règle est maintenant supprimée.
 - Consultez les Principes directeurs de la Mesure incitative pour la production de langue anglaise

Changements applicables à la Mesure incitative pour les médias numériques convergents

- *Augmentation de la contribution du FMC, qui est portée à 75 % des dépenses admissibles*
 - Antérieurement, la Mesure incitative pour les médias numériques convergents s'établissait à 50 % des dépenses admissibles de la composante médias numériques, jusqu'à concurrence

de 500 000 \$ par projet. Cette contribution passe maintenant à 75 %. En revanche, le plafond de 500 000 \$ reste en place.

- Consultez les Principes directeurs de la Mesure incitative pour les médias numériques convergents
- *Instauration d'un budget minimal*
 - Antérieurement, le FMC étudiait l'admissibilité à la Mesure incitative pour les médias numériques convergents sans égard à la taille du budget ou à l'ampleur du projet. Désormais, le Fonds a instauré un budget minimal obligatoire de sorte que les dépenses admissibles de la composante médias numériques doivent totaliser 100 000 \$ ou plus.
 - Consultez le paragraphe (b) des Principes directeurs de la Mesure incitative pour les médias numériques convergents
- *Retrait de la barrière à l'entrée liée aux enveloppes de rendement*
 - Antérieurement, pour être admissible à la Mesure incitative pour les médias numériques convergents, la composante médias numériques devait avoir obtenue un engagement financier de la part d'un télédiffuseur canadien qui, dans son enveloppe de rendement globale, avait dépassé de 25 % ou 20 000 \$ — soit le montant le plus élevé — son niveau de dépenses de l'année antérieure pour une ou des composantes médias numériques. Maintenant, cette règle est supprimée.
 - Consultez les Principes directeurs de la Mesure incitative pour les médias numériques convergents

Changements applicables au Programme de développement

- *Modification du mécanisme de financement du développement en langue française - Enveloppe de développement en langue française*
 - Antérieurement, la plupart du financement en langue française passait par un mécanisme de sélection alors que le financement du développement en langue anglaise était assuré par des enveloppes de développement en langue anglaise. Maintenant, en général, le financement du développement en langue française comme en langue anglaise passe par le mécanisme d'enveloppes de développement, selon lequel des allocations de fonds du FMC sont octroyées aux télédiffuseurs canadiens. Les télédiffuseurs peuvent alors choisir les projets de développement auxquels ils consacreront une partie de leur enveloppe de développement. Toutefois, le développement régional de langue française demeure un sous-programme administré sur la base du premier arrivé premier servi.
 - Consultez la section 2.A des principes directeurs de développement et le Manuel de développement
- *Assouplissement des exigences en matière de convergence et harmonisation avec l'aide à la production*
 - Antérieurement, 100 % des projets admissibles en développement devaient avoir une composante médias numériques riche et élaborée. Maintenant, comme dans les programmes de production du volet convergent, des projets pourraient être considérés admissibles au volet convergent si la composante télévision est diffusée auprès du public canadien par un ou des services de vidéo sur demande titulaires d'une licence de diffusion du CRTC ou par une société canadienne par l'intermédiaire d'une diffusion numérique non simultanée. Comme dans les programmes de production, les télédiffuseurs doivent engager un minimum de 60 % des fonds de leur Enveloppe de développement dans des projets admissibles comprenant une composante médias numériques.
 - Consultez la section 3.2 des Principes directeurs du Programme de développement et la section F.4 du Guide de développement
- *Précisions sur règles relatives aux achats de formats*
 - Les achats de formats étrangers avec adaptation ou contribution créative canadienne significative sont admissibles à une aide du FMC. Antérieurement toutefois, il était possible

que certaines règles du FMC sur la propriété et le contrôle puissent être interprétées de façon à rendre les achats de formats non admissibles. Le FMC précise maintenant, bien que les requérants doivent posséder tous les droits (y compris les droits d'auteur) et les options nécessaires à la production et à la distribution au Canada et à l'étranger, que le Fonds pourra consentir des exceptions pertinentes au cas par cas.

- Consultez les sections 3.2.TV, 3.2.TV.3(f) et 3.2.DM.3(d)
- *Modification de la définition de « projet de développement régional » afin de tenir compte de la langue officielle du projet*
 - Antérieurement, la définition que le FMC donnait à « projet de développement régional » ne tenait pas compte de la langue officielle du projet de sorte qu'un projet de Toronto ou de Montréal n'était pas considéré comme régional que la langue du projet ait été l'anglais ou le français. Maintenant, la définition prend en considération la langue officielle du projet de sorte que les projets de langue française de Toronto et les projets de langue anglaise de Montréal constituent désormais des « projets de développement régional ».
 - Consultez la section 2.A.1.1
- *Admissibilité des frais de déplacement engagés pour rencontrer des membres du personnel clé de création canadien à titre de dépenses de prédevelopment*
 - Antérieurement, là où le FMC finançait les dépenses de prédevelopment, les frais de déplacement engagés en vue de rencontrer des télédiffuseurs canadiens étaient admissibles à titre de dépenses de prédevelopment. Maintenant, les frais de déplacement engagés pour rencontrer des membres du personnel clé de création canadien sont aussi admissibles à titre de dépenses de prédevelopment.
 - Consultez la section 2.3.2.TV.2
- *Suppression de l'exigence relative à l'achèvement de phases précédentes*
 - Antérieurement, les projets admissibles devaient avoir achevé toutes les phases de développement précédentes (et avoir reçu le débours final pour la phase précédente) avant de présenter une demande pour une nouvelle phase. Cette règle est maintenant supprimée et ne constitue donc plus une exigence du FMC.
 - Consultez la section 3.2.TV
- *Établissement d'une « première date limite » pour les enveloppes de développement*
 - Antérieurement, pour ce qui est des enveloppes de développement en langue anglaise, le FMC avait une seule « date limite finale », qui représentait la date limite finale du dépôt des demandes pour l'exercice. Maintenant, autant pour les enveloppes de langue anglaise que française, en plus d'une date limite finale, les télédiffuseurs concernés doivent avoir dépensé 50 % de leur enveloppe de développement au plus tard à une première date limite fixée au 30 octobre 2012. Cette première date limite s'applique aux enveloppes de développement en langue anglaise de plus d'un million de dollars et aux enveloppes de développement en langue française de plus de 500 000 \$. De plus, les projets déposés à l'étape de développement après la première date limite ne pourront pas être déposés en production au cours de l'année financière en cours.
 - Consultez le site Internet du FMC

Changements applicables au Programme de doublage/sous-titrage

- *Éclaircissement des règles applicables aux composantes télévision et médias numériques*
 - Antérieurement, les composantes télévision et médias numériques pouvaient recevoir un financement dans le cadre du Programme de doublage/sous-titrage, mais les exigences propres à chacune n'étaient pas toujours claires. Maintenant, le FMC a précisé les exigences selon qu'elles s'appliquent à l'une ou l'autre des composantes.
 - Consultez les sections 2.3 et 3.2
- *Harmonisation des pourcentages de la contribution maximale*

- Antérieurement, le FMC pouvait octroyer différents montants de contribution maximale applicables à différentes catégories de la composante télévision, cette contribution étant exprimée en pourcentage des dépenses en doublage/sous-titrage admissibles. En règle générale, une contribution maximale de 75 % des dépenses admissibles s'appliquait bien que, pour les émissions pilotes ou les épisodes uniques ainsi que les projets devant être distribués dans des marchés spécialisés, la contribution maximale ait été de 80 %. Ces pourcentages ont maintenant été harmonisés et simplifiés en un seul pourcentage — 75 % - applicables à toutes les composantes télévision. Les contributions maximales exprimées en dollars par minute selon le genre continuent de s'appliquer.
 - Consultez la section 2.3.1.TV
- *Admissibilité des dépenses engagées avant la confirmation du financement par le FMC*
 - Antérieurement, le FMC stipulait qu'aucune tâche effectuée avant la confirmation écrite de l'aide financière du FMC ne pouvait constituer une dépense admissible. Cette exigence est maintenant supprimée.
 - Consultez la section 2.3.2
- *Suppression de l'exigence relative à l'obtention de plusieurs offres de service*
 - Antérieurement, le FMC se réservait le droit de demander au requérant d'obtenir des offres de service de plusieurs fournisseurs dans le but d'évaluer le caractère raisonnable des coûts de doublage et/ou de sous-titrage proposés. Cette règle est maintenant supprimée.
 - Consultez la section 2.3.2